

Des morts sans sépulture officielle

Lorsque le football focalise l'attention de tout un pays, il devient presque ringard d'évoquer les sujets qui fâchent et nous divisent. Un pays qui défile sous la bannière du sport, ignorant souverainement la régence et les «sagesses éclairées» de ses régents, n'est-il pas en train de reconstruire son identité nationale sur les décombres d'un demi-siècle de politiques ravaugeuses et mensongères ? En tout cas, c'est ce que notre confrère *Liberté* nous a donné à comprendre finement dans une de ses récentes éditions.

D'ailleurs, les ténors du pouvoir avaient vite compris l'avantage à tirer d'un pareil engouement. Eux qui ont enterré à la sauvette et sans la moindre solennité une trentaine de victimes du terrorisme ne surent-ils pas profiter d'une «trêve des stades» pour commettre un énième outrage à la mémoire de ces obscurs soldats de la République ? Grâce à la sur-médiatisation du fait sportif, ils se défaussèrent des reliquats de leurs mauvaises consciences et firent même mieux (ou pire), n'hésitant à récupérer l'exaltation populaire en se l'appropriant en tant

qu'expression de leur bonne gouvernance !

C'est à cela que se résume la fantastique semaine qui vient de s'achever : une explosion de bonheur inespéré grâce à ce supplément d'âme qu'étant le sport et dans le même temps l'inopportune ingérence de la «maison du pouvoir» faisant main basse sur la spontanéité juvénile quand elle avait autre chose à accomplir ailleurs.

Celles d'abord de donner du clairon funèbre en face des catafalques des gendarmes et patriotes trucidés afin de glorifier leur martyr, ensuite de saluer d'une manière officielle la mémoire d'un certain Cherif Belkacem qui vient de tirer sa révérence.

Une bonne république se reconnaît justement à ce genre d'usage auquel la nôtre vient de se soustraire absurdement.

Un manquement préjudiciable à la grandeur d'un quelconque pouvoir même quand il s'explique ou bien se justifie par des anciennes querelles. Une fâcheuse inclination à entretenir une haine rance alors que la mort vient de clore les vieux malentendus.

C'est qu'avec le président actuel, le disparu en question a partagé une

tranche d'histoire récente. Il est vrai que leur compagnonnage fut rarement serein uniquement préservé par la complicité dans le partage de parcelles d'un pouvoir issu d'un coup d'Etat. Emergeant au premier plan au lendemain du fameux 19 juin 65, leurs trajectoires divergèrent rapidement. La disgrâce précoce de l'un et la traversée ultérieure du désert par l'autre n'atténuaient, cependant, pas leurs ressentiments réciproques. En 1999, la même braise de la polémique ressurgira des cendres mais très vite la chape de plomb choisira de faire taire l'un et d'épargner l'autre jusqu'à lui permettre de conquérir le pouvoir suprême. Dix années se sont écoulées depuis cette péripétie sans que, pour autant, se solde un vieux compte. Intacte dans le souvenir du «vivant», cette malsaine rivalité l'aurait donc empêché aujourd'hui d'exprimer des condoléances officielles ! Pour anecdotique qu'il soit, le fait illustre parfaitement la marque de fabrique de nos dirigeants. Que le hasard de la mort s'y soit mêlé cette fois n'en est que plus significatif.

Sans analyses pointues, n'est-on pas en mesure de comprendre, à

travers cette posture, pourquoi le régime a des difficultés à s'adapter aux règles saines de la contradiction ? Et pourquoi il ne peut pas se débarrasser de sa matrice qu'est le coup d'Etat même s'il s'est fait violence de le cocher du calendrier festif en 2005.

C'est à ce niveau que se situe le débat sur l'éthique de l'Etat actuel, lequel, faute d'avoir viré sa cuti des antiques filiations, continue à s'y référer secrètement. Autrement dit, le président de la République, lui-même, continue à appréhender son magistère avec les mêmes instruments que ceux des années 1960 et avec les mêmes reflexes qui furent les siens à cette époque comme l'indique si bien son indifférence muette à l'annonce du décès d'un homme du clan ayant eu le tort d'avoir voulu lui faire de l'ombre.

Tant et si bien que, culturellement, il a toujours considéré que les mutations amorcées en 1988 et la résistance démocratique à l'islamisme de la décennie 1990 ont fini par être appréciées négativement comme autant de dérives ayant contribué à l'affaiblissement de l'autorité centrale.

Celle, d'ailleurs, qu'il a



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

vite réduit à l'omnipotence du «premier» homme auquel est dévolue la source d'inspiration pour désigner ce qui est «bon et juste» pour la communauté et ce qui est douteux, hors-la-loi et qu'il faut combattre.

Ainsi, comme dans un jeu de miroir, qui reflète le passé et détermine notre présent les acteurs d'un coup d'Etat datant de 44 années contiennent à censurer un pays avec leurs egos disproportionnés au moment où la société commence à s'inventer une nouvelle patrie grâce au football !

Décidément, ces étés algériens sont toujours des saisons paradoxales.

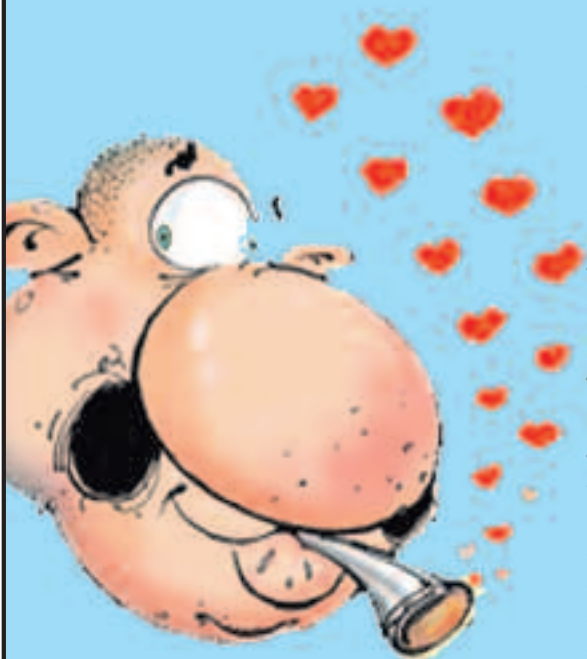
B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Plaidoyer pour le libre exercice syndical

Michael Jackson est mort.

Tchao Bambi !

L'affaire commence à faire grand bruit. Des terroristes repentis se sont vu refuser la création d'un syndicat autonome afin de garantir leurs droits inaliénables. C'est terrible ! L'Algérie régresse ! De quel droit interdit-on à des tingos de pratiquer de manière autonome l'exercice syndical ? D'autant plus que les frères des montagnes, à l'origine de cette initiative pour l'heure bloquée, ont fait montre d'une ouverture d'esprit assez frappante pour être signalée ici. Ainsi, ils ne se disent pas opposés au fait que certains de leurs compagnons d'armes optent pour le syndicat officiel, l'UGTA. Tout en reconnaissant le libre choix pour tous, ils précisent juste qu'eux, anciens du GIA, du GSPC et d'Al-Qaïda, préfèrent inscrire leur action dans le cadre d'un syndicat autonome. Un syndicat qu'ils disent ouvert à toutes les bonnes volontés, ces mêmes bonnes volontés qui ont animé des années durant, de manière aussi remarquable la vie au maquis. Alors, pourquoi ces blocages inexplicables pour le commun des mortels ? Les tingos sont prêts à se conformer aux textes en vigueur en matière de création d'une association à vocation socioprofessionnelle. Ainsi,

ils ont d'ores et déjà désigné un bureau afin de préparer comme il se doit leur premier congrès et l'élection des différentes structures devant constituer leur futur syndicat. Ils espèrent surtout une évolution rapide de la position de l'administration sur cette question, car la date de la prochaine tripartite Gouvernement, Syndicats et Patronat, même si elle n'a pas été officiellement annoncée, approche à grands pas, et le syndicat des frères des montagnes espère siéger ce jour-là au même titre que la Centrale. Car ces animateurs estiment, à juste titre, que des questions aussi brûlantes que la revalorisation de leurs indemnités indexées sur un coût de la vie réactualisé sur ces deux dernières années — période marquée par une flambée des prix elle-même accentuée par la crise financière mondiale — ne peuvent se traiter ni être examinées sans leur présence à la table des négociations. Ce qui me semble être une revendication raisonnable, logique et correspondant tout à fait à l'esprit et à l'air du temps. Cet air qui peut vous sembler vicié et pourri aujourd'hui, mais que l'on vous obligera quand même à respirer demain. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com